

<https://www.elcorreo.eu.org/La-geopolitique-de-la-paix>

La géopolitique de la paix

- Empire et Résistance - Union Européenne -

Date de mise en ligne : samedi 1er mars 2025

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Jeffrey Sachs explique aux députés européens la politique étrangère manipulatrice des États-Unis d'après-guerre, fait exploser les mythes sur l'Ukraine et appelle à une politique étrangère européenne indépendante.

Il s'agit d'une transcription éditée du discours du professeur Jeffrey Sachs au Parlement européen lors d'un événement intitulé « *La géopolitique de la paix* », organisé par l'ancien secrétaire général adjoint de l'ONU et actuel député européen de la BSW, Michael von der Schulenburg, le 19 février 2025. La transcription a été éditée pour plus de clarté et annotée.

Introduction

Merci à vous tous de m'avoir donné l'occasion de nous réunir et de réfléchir ensemble. Nous vivons une période compliquée, qui évolue rapidement et qui est très dangereuse. Nous avons donc vraiment besoin de clarté dans nos pensées. Je suis particulièrement intéressé par notre conversation, je vais donc essayer d'être aussi succinct et clair que possible.

J'ai suivi de très près les événements en Europe de l'Est, dans l'ex-Union soviétique, en Russie et en Ukraine au cours des 36 dernières années. J'ai été conseiller du gouvernement polonais en 1989, de l'équipe économique du président Gorbatchev en 1990 et 1991, de l'équipe économique du président Eltsine de 1991 à 1993 et de l'équipe économique du président Koutchma en Ukraine de 1993 à 1994.

J'ai contribué à l'introduction de la monnaie estonienne. J'ai aidé plusieurs pays de l'ex-Yougoslavie, notamment la Slovénie. Après le Maïdan, le nouveau gouvernement [ukrainien] m'a demandé de venir à Kiev, j'ai visité le Maïdan et j'ai appris beaucoup de choses de première main.

Je suis en contact avec les dirigeants russes depuis plus de 30 ans. Je connais aussi de près les dirigeants politiques américains. Notre ancienne secrétaire au Trésor, Janet Yellen, a été mon merveilleux professeur de macroéconomie il y a 52 ans. Nous sommes amis depuis un demi-siècle.

Je connais ces gens. Je dis cela parce que ce que je veux expliquer de mon point de vue n'est pas de seconde main. Ce n'est pas une question d'idéologie. C'est ce que j'ai vu de mes propres yeux et ce que j'ai vécu pendant cette période. Je veux partager avec vous ma compréhension des événements qui ont frappé l'Europe dans de nombreux contextes et j'inclurai non seulement la crise ukrainienne, mais aussi la crise serbe de 1999, les guerres au Moyen-Orient, notamment en Irak, en Syrie, les guerres en Afrique, notamment au Soudan, en Somalie, en Libye. Ces événements sont dans une très large mesure le résultat de politiques américaines profondément erronées. Ce que je vais dire peut bien vous surprendre, mais je parle d'expérience et de connaissance de ces événements.

La Politique étrangère des États-Unis d'Amérique

Ce sont les États-Unis qui ont mené et provoqué ces guerres. Et cela dure depuis plus de trente ans. Les États-Unis en sont venus à la conclusion, notamment en 30-1990, puis avec la chute de l'Union soviétique, que c'est désormais eux qui dirigent le monde et qu'ils n'ont pas à tenir compte des opinions, des lignes rouges, des préoccupations, des

points de vue en matière de sécurité, des obligations internationales ou du cadre de l'ONU. Je suis désolé de le dire aussi clairement, mais je veux que vous compreniez.

En 1991, j'ai fait de gros efforts pour obtenir une aide financière pour Gorbatchev. qui, selon moi, était le plus grand homme d'État de notre époque moderne. (*Cela a fait partie d'un projet dirigé par le professeur Graham Allison à la *Harvard Kennedy School of Government* avec le conseiller économique de Gorbatchev, Grigory Yavlinsky, et publié dans le livre *Fenêtre d'opportunité : le grand compromis pour la démocratie en Union soviétique*. (Livres du Panthéon, 1991.)

J'ai récemment lu le mémo archivé du débat du Conseil de sécurité nationale sur ma proposition du 3 juin 1991, lisant pour la première fois comment la Maison Blanche l'a complètement rejetée et a essentiellement tourné en dérision ma demande aux États-Unis d'aider l'Union soviétique à stabiliser ses finances et à mener à bien ses réformes. Le mémo documente [1] que le gouvernement US a décidé de faire le strict minimum pour éviter le désastre, mais juste le minimum.

Ils ont décidé que ce n'était pas le rôle des États-Unis d'aider. Bien au contraire. (Voir mon article « [Comment les néoconservateurs ont choisi l'hégémonie plutôt que la paix au début des années 1990](#) ».)

Lorsque l'Union soviétique a pris fin en 1991, cette vision est devenue encore plus exagérée. Je pourrais citer des chapitres et des versets, mais la vision était que c'était nous [les États-Unis] qui dirigerions les opérations. [Dick] Cheney, [Paul] Wolfowitz et bien d'autres que vous connaissez ont cru littéralement que le monde était désormais américain et que nous ferions ce que nous voudrions. Nous nettoierons l'ancienne Union soviétique. Nous éliminerons tous les alliés de l'ère soviétique qui subsistent. Des pays comme l'Irak, la Syrie, etc. disparaîtront.

Et nous vivons cette politique étrangère depuis 33 ans. L'Europe en a payé le prix fort, car elle n'a pas eu de politique étrangère pendant cette période, à ma connaissance. Pas de voix, pas d'unité, pas de clarté, pas d'intérêts européens, seulement la loyauté des États-Unis.

Il y a eu des moments de désaccords, et je pense que c'étaient des désaccords très importants. Le dernier moment important remonte à 2003, à l'approche de la guerre en Irak, lorsque la France et l'Allemagne ont déclaré qu'elles ne soutenaient pas que les États-Unis contournent le Conseil de sécurité de l'ONU pour cette guerre. Cette guerre avait été directement fomentée par Netanyahu et ses collègues du Pentagone. (Voir le livre de Dennis Fritz, « [Trahison mortelle : la vérité sur les raisons pour lesquelles les États-Unis ont envahi l'Irak](#) », OU Livres, 2024.)

Je ne dis pas qu'il s'agissait d'un lien ou d'une réciprocité. Je dis simplement que c'était une guerre menée pour Israël. C'était une guerre que Paul Wolfowitz et Douglas Feith avaient coordonnée avec Benjamin Netanyahu.

C'est la dernière fois que l'Europe a eu voix au chapitre. J'ai parlé avec les dirigeants européens à l'époque, et ils ont été très clairs, et c'était vraiment merveilleux d'entendre leur opposition à une guerre inacceptable. L'Europe a complètement perdu sa voix après cela, et surtout en 2008. Ce qui s'est passé après 1991, et pour nous amener à 2008, c'est que les États-Unis ont décidé que l'unipolarité signifiait que l'OTAN s'élargirait quelque part de Bruxelles à Vladivostok, étape par étape.

Expansion de l'OTAN

L'élargissement de l'OTAN vers l'Est ne connaîtrait aucune limite. Ce serait le monde unipolaire américain. Si vous jouez au jeu du risque comme moi, vous verrez que l'idée des États-Unis est la suivante : avoir la pièce sur chaque partie de l'échiquier. Tout endroit dépourvu de base militaire américaine est un ennemi, en fait. La neutralité est un gros mot dans le lexique politique US.

La neutralité est peut-être le mot le plus grossier dans la mentalité étasunienne. Si vous êtes un ennemi, nous savons que vous êtes un ennemi. Si vous êtes neutre, vous êtes un subversif, car vous êtes en réalité contre nous, mais vous ne nous le dites pas. Vous faites seulement semblant d'être neutre. C'était donc effectivement la mentalité américaine, et la décision a été prise officiellement en 1994 lorsque le président Clinton a signé l'élargissement de l'OTAN vers l'Est.

Vous vous souviendrez que le 7 février 1990, Hans-Dietrich Genscher et James Baker III se sont entretenus avec Gorbatchev. Genscher a donné une [conférence de presse après coup](#) où il a expliqué que l'OTAN ne se déplacerait pas vers l'Est.

L'Allemagne et les États-Unis ne tireront pas profit de la dissolution du *Pacte de Varsovie*. Il faut comprendre que cet engagement a été pris dans un contexte juridique et diplomatique, et non dans un contexte fortuit. Ces engagements étaient au cœur des négociations visant à mettre fin à la Seconde Guerre mondiale et à ouvrir la voie à la réunification allemande.

Il a été convenu que l'OTAN ne se déplacerait pas d'un pouce vers l'est. (Il s'agissait d'un accord, bien que verbal, car Gorbatchev a souligné aux États-Unis et à l'Allemagne l'importance de l'engagement des États-Unis et de l'Allemagne de ne pas étendre l'OTAN vers l'est.) Et c'était explicite, et cela figure dans d'innombrables documents. Il suffit de consulter les Archives de la sécurité nationale de l'Université George Washington pour obtenir des dizaines de documents. Il s'agit d'un site Web intitulé « Ce que Gorbatchev a entendu à propos de l'OTAN ». Jetez-y un œil, s'il vous plaît, car tout ce que les États-Unis vous disent à propos de cette promesse est un mensonge, mais les archives sont parfaitement claires. (De nombreux documents clés sont [ici](#) et [ici](#).)

C'est donc en 1994 que Clinton a décidé d'étendre l'OTAN jusqu'en Ukraine. Il s'agit d'un projet américain à long terme. Il n'est pas le fruit du hasard. Il s'agit d'un projet du gouvernement américain qui a débuté il y a plus de 30 ans. En 1997, Zbigniew Brzezinski écrivait : *Le grand échiquier*, décrivant l'élargissement de l'OTAN vers l'Est.

Ce livre ne contient pas seulement les réflexions de M. Brzezinski. Il s'agit de sa présentation au public des décisions *déjà fait* Le gouvernement des États-Unis a pris des mesures pour faire avancer ce genre de livre. Le livre décrit l'élargissement de l'Europe vers l'Est et celui de l'OTAN comme des événements simultanés et conjoints. Il y a un bon chapitre dans ce livre qui pose la question : que fera la Russie si l'Europe et l'OTAN s'étendent vers l'Est ?

J'ai connu personnellement Zbig Brzezinski. Il était très gentil avec moi. Je donnais des conseils à la Pologne et il m'a été d'une grande aide. C'était aussi un homme intelligent et pourtant il a tout raté en 1997.

En 1997, il a écrit en détail pourquoi la Russie ne pouvait rien faire d'autre qu'accepter l'expansion vers l'Est de l'OTAN et de l'Europe. (Voici Brzezinski à la page 118 de « *Grand échiquier* » :

« La seule véritable option géostratégique de la Russie, celle qui lui permettrait de jouer un rôle international réaliste et de maximiser ses chances de se transformer et de se moderniser socialement, c'est l'Europe. Et pas n'importe quelle Europe, mais l'Europe transatlantique de l'UE et de l'OTAN en voie d'élargissement. Une telle Europe est en train de prendre forme, comme nous l'avons vu au chapitre 3, et elle restera probablement étroitement liée à l'Amérique. C'est à cette Europe que la Russie devra se lier si elle veut éviter un dangereux isolement géopolitique. »

En fait, il parle de l'expansion de l'Europe vers l'Est, et pas seulement de l'Europe, mais de l'OTAN. C'était un plan, un projet des États-Unis. Et Brzezinski explique que la Russie ne s'alignera jamais sur la Chine. C'est impensable. La Russie ne s'alignera jamais sur l'Iran.

Selon Brzezinski, la Russie n'a pas d'autre vocation que la vocation européenne. Ainsi, lorsque l'Europe se déplace vers l'Est, la Russie ne peut rien y faire. C'est ce que dit un autre stratège américain. Est-il possible de se demander pourquoi nous sommes en guerre tout le temps ? Parce qu'une chose est sûre, en Amérique, c'est que nous « savons » toujours ce que nos homologues vont faire, et nous nous trompons toujours ! Et l'une des raisons pour lesquelles nous nous trompons toujours, c'est que dans la théorie du jeu non coopératif que les stratèges américains pratiquent, on ne parle pas vraiment à l'autre camp. On sait juste quelle est la stratégie de l'autre camp. C'est merveilleux. Cela fait gagner tellement de temps. On n'a tout simplement pas besoin de diplomatie.

La stratégie de la mer Noire

Ce projet a donc véritablement débuté en 1994, et nous avons bénéficié d'une continuité de la politique gouvernementale pendant 30 ans, jusqu'à hier peut-être. (Je fais référence à l'appel téléphonique Trump-Poutine du 12 février 2025 et aux déclarations qui ont suivi en succession rapide.)

Un projet qui a duré trente ans. L'Ukraine et la Géorgie en étaient les clés. Pourquoi ? Parce que l'Amérique a appris tout ce qu'elle sait des Britanniques.

Nous sommes l'Empire Britannique en devenir. Et ce que l'Empire Britannique a compris en 1853, avec M. Palmerston, pardon, Lord Palmerston [ainsi qu'avec Napoléon III], c'est qu'il faut encercler la Russie dans la mer Noire et lui refuser l'accès à la Méditerranée orientale.

Ce que vous voyez est un projet américain qui vise à faire la même chose au XXI^e siècle. L'idée des États-Unis était d'inclure l'Ukraine, la Roumanie, la Bulgarie, la Turquie et la Géorgie dans l'OTAN, ce qui priverait la Russie de tout statut international en bloquant la mer Noire et en neutralisant la Russie, qui n'est plus qu'une simple puissance locale. Brzezinski est clair sur cette géographie.

Après Palmerston et avant Brzezinski, il y a bien sûr eu Halford Mackinder en 1904 :

« Qui gouverne l'Europe de l'Est commande le Heartland ; Qui gouverne le Heartland commande l'Ile-Monde ; Qui gouverne l'Ile-Monde commande le monde. » (En 1919, Mackinder a écrit le livre « *Idéaux démocratiques et réalité* », s'appuyant sur ses travaux antérieurs *Le pivot géographique de l'histoire* à partir de 1904.)

J'ai connu les présidents et/ou leurs équipes. Rien n'a vraiment changé de Clinton à Bush Jr., d'Obama à Trump et à Biden. Peut-être que la situation s'est dégradée petit à petit.

Biden était le pire à mon avis. C'est peut-être aussi parce qu'il n'était pas *composition mentale*. Depuis quelques années. Je le dis sérieusement, pas pour faire une remarque sarcastique. Le système politique américain est un système d'image. C'est un système de manipulation médiatique quotidienne. C'est un système de relations publiques.

Vous pourriez avoir un président qui ne fonctionne pas vraiment et le garder au pouvoir pendant deux ans et se présenter à la réélection. Le problème, c'est qu'il a dû monter sur scène pendant 90 minutes tout seul, et c'était la fin de l'histoire. S'il n'y avait pas eu ce pépin, il aurait continué à se présenter, qu'il dorme après 4 heures ou non. Voilà

donc la réalité. Tout le monde l'accepte. C'est impoli de dire ce que je dis parce que nous ne disons pas la vérité sur presque tout dans ce monde en ce moment.

Ce projet a donc commencé dans les années 1990. Bombarder Belgrade pendant 78 jours consécutifs en 1999 en faisait partie. Diviser ce pays alors que les frontières sont « sacrées », n'est-ce pas ? Sauf pour le Kosovo, bien sûr. Les frontières sont sacrées, sauf quand l'Amérique les modifie. Démanteler le Soudan était un autre projet américain connexe. Prenons l'exemple de la rébellion du Soudan du Sud. Est-ce que cela s'est produit simplement parce que les Sud-Soudanais se sont rebellés ? Ou dois-je vous donner le manuel de la CIA ?

Il faut que nous comprenions, en tant qu'adultes, de quoi il s'agit. Les campagnes militaires sont coûteuses. Elles nécessitent du matériel, de la formation, des camps de base, des renseignements, des finances. Ce soutien vient des grandes puissances. Il ne vient pas d'insurrections locales. Le Soudan du Sud n'a pas vaincu le Soudan dans une bataille tribale. La destruction du Soudan était un projet américain. J'allais souvent à Nairobi et je rencontrais des militaires américains, des sénateurs ou d'autres personnes qui s'intéressaient de près à la politique intérieure du Soudan. Cette guerre faisait partie du jeu de l'unipolarité étasunienne.

La politique étrangère des États-Unis et l'expansion de l'OTAN

L'élargissement de l'OTAN, comme vous le savez, a commencé en 1999 avec la Hongrie, la Pologne et la République tchèque. La Russie était extrêmement mécontente de cette décision, mais ces pays étaient encore loin de ses frontières. Elle a protesté, mais en vain. Puis George Bush Jr. est arrivé au pouvoir. Lorsque les attentats du 9 septembre ont eu lieu, le président Poutine a promis tout son soutien aux États-Unis. Puis, vers le 11 septembre 2001, les États-Unis ont décidé qu'ils lanceraient sept guerres en cinq ans !

Vous pouvez écouter le général Wesley Clark en vidéo parler de cela. (Voir Clark, en 2011, sur [Democracy Now](#) !, où un responsable du Pentagone lui a dit : « *Nous allons attaquer et détruire les gouvernements de sept pays en cinq ans – nous allons commencer par l'Irak, puis nous irons en Syrie, au Liban, en Libye, en Somalie, au Soudan et en Iran* »).

Clark était le commandant suprême de l'OTAN en 1999. Il s'est rendu au Pentagone vers le 20 septembre 2001. On lui a remis un document expliquant la possibilité pour les États-Unis de mener sept guerres de leur choix. Il s'agissait en fait des guerres de Netanyahu.

Le plan du gouvernement américain consistait en partie à éliminer les anciens alliés soviétiques et en partie à éliminer les partisans du Hamas et du Hezbollah. L'idée de Netanyahu était et est qu'il n'y aura qu'un seul État, merci, dans toute la Palestine d'avant 1948. Oui, un seul État. Ce sera Israël. Israël contrôlera tout le territoire, du Jourdain à la mer Méditerranée.

Et si quelqu'un s'y oppose, nous le renverserons. Pas Israël, en fait, mais plus précisément notre ami, les États-Unis. C'est la politique américaine jusqu'à ce matin. Nous ne savons pas si elle va changer. Le seul problème, c'est que peut-être les États-Unis « posséderont Gaza » [selon les termes du président Trump] au lieu qu'Israël le fasse.

L'idée de Netanyahu existe depuis au moins 25 ans. Elle remonte à un document intitulé « Rupture nette » que Netanyahu et son équipe politique américaine ont élaboré en 1996 pour mettre fin à l'idée de la solution à deux États. Vous pouvez également trouver ce document en ligne.

(En 1996, Netanyahou et ses conseillers des Etats-Unis ont publié le document « Rupture nette : une nouvelle stratégie pour sécuriser le royaume » avec l'*Institut d'Etudes Stratégiques et Politiques Avancées*. Cette nouvelle [stratégie de « rupture nette »](#) (Il a appelé Israël à rejeter le cadre de « la terre contre la paix ». Cela signifiait en fait qu'Israël ne se retirerait pas des territoires palestiniens occupés en 1967 en échange d'une paix régionale. Au lieu de cela, Israël poursuivrait sa politique d'occupation jusqu'à ce qu'il obtienne « la paix pour la paix », en remodelant le Moyen-Orient à sa guise. Redessiner la carte de la région consistait à renverser les gouvernements qui s'opposaient à la domination d'Israël.)

Il s'agit donc de projets US à long terme. Il est faux de se demander : « Est-ce Clinton ? Est-ce Bush ? Est-ce Obama ? » C'est une façon ennuyeuse de considérer la politique américaine, comme un jeu qui se joue au jour le jour ou d'une année sur l'autre. Pourtant, ce n'est pas ça la politique US.

Après 1999, l'OTAN a été élargie à sept autres pays en 2004 : les trois États baltes, la Roumanie, la Bulgarie, la Slovénie et la Slovaquie. La Russie était alors assez mécontente. Cette deuxième vague d'élargissement de l'OTAN constituait une violation totale de l'ordre d'après-guerre convenu au moment de la réunification allemande. Il s'agissait essentiellement d'une ruse fondamentale, ou d'une défection, des États-Unis par rapport à un accord de coopération avec la Russie.

Comme tout le monde s'en souvient, puisque nous venons d'avoir la Conférence de Munich sur la sécurité la semaine dernière, [Le président Poutine s'est rendu au MSC](#) en 2007 pour dire : « Stop, ça suffit ». Bien entendu, les États-Unis n'ont pas écouté.

En 2008, les États-Unis ont imposé à l'Europe leur projet de longue date d'élargir l'OTAN à l'Ukraine et à la Géorgie. Il s'agit d'un projet à long terme. J'ai écouté M. Saakashvili à New York au printemps 2008, lorsqu'il s'est exprimé devant le *Council on Foreign Relations*.

Il nous a dit que la Géorgie se trouvait au cœur de l'Europe et qu'elle allait donc rejoindre l'OTAN. Je suis sorti et j'ai appelé ma femme pour lui dire : « *Cet homme est fou, il va faire exploser son pays* ».

Un mois plus tard, une guerre éclate entre la Russie et la Géorgie, qui perd la Géorgie. Les événements récents à Tbilissi ne sont pas de bon augure pour la Géorgie, vos députés s'y rendant pour provoquer des manifestations. Cela ne sauve pas la Géorgie, cela détruit la Géorgie, complètement.

En 2008, comme tout le monde le sait, notre ancien directeur de la CIA, William Burns, qui était à l'époque ambassadeur des États-Unis en Russie, a envoyé une longue lettre [câble diplomatique](#) retour à la secrétaire d'État Condoleezza Rice, dont le célèbre titre était « **Nyet means Nyet** ». Le message de Burns était que l'élargissement de l'OTAN était opposé par l'ensemble de la classe politique russe, et pas seulement par le président Poutine.

Nous n'avons connaissance de ce télégramme que par Julian Assange. Croyez-moi, ni notre gouvernement ni nos principaux journaux n'en parlent au peuple étasunien de nos jours. C'est donc à Julian Assange que nous devons ce mémo, que nous pouvons lire en détail.

Comme vous le savez, Viktor Ianoukovitch a été élu président de l'Ukraine en 2010 sur la base de la neutralité de l'Ukraine. La Russie n'avait aucun intérêt ni ambition territoriale en Ukraine. Je sais. J'y étais de temps en temps pendant ces années. Ce que la Russie négociait en 2010 était un bail de 25 ans jusqu'en 2042 pour la base navale de Sébastopol. C'est tout. La Russie n'a pas exigé la Crimée ou le Donbass. Rien de tout cela. L'idée que Poutine reconstruise l'empire russe est de la propagande puérile. Excusez-moi.

Si quelqu'un connaît l'histoire au jour le jour et d'année en année, il s'agit d'un raisonnement puéril. Pourtant, les raisonnements puérils semblent fonctionner mieux que les raisonnements d'adultes. Ainsi, il n'y avait aucune revendication territoriale avant le coup d'État de 2014 [en Ukraine]. Pourtant, les États-Unis ont décidé que Ianoukovitch devait être renversé parce qu'il était favorable à la neutralité et opposé à l'élargissement de l'OTAN. C'est ce qu'on appelle une opération de changement de régime.

Depuis 1947, les États-Unis ont mené une centaine d'opérations de changement de régime, dont beaucoup dans vos pays [s'adressant aux députés] et beaucoup dans le monde entier.

(La politologue Lindsey O'Rourke a documenté 64 opérations secrètes de changement de régime menées par les États-Unis entre 1947 et 1989 et a conclu que « les opérations de changement de régime, en particulier celles menées secrètement, ont souvent conduit à une instabilité prolongée, à des guerres civiles et à des crises humanitaires dans les régions touchées ». **Voir le livre d'O'Rourke de 2018**, « *Covert Regime Change : America's Secret Cold War* ». Après 1989, il existe de nombreuses preuves de l'implication de la CIA en Syrie, en Libye, en Ukraine, au Venezuela et dans de nombreux autres pays.)

C'est ce que fait la CIA pour gagner sa vie. Sachez-le. C'est une politique étrangère très inhabituelle. Au sein du gouvernement américain, si vous n'aimez pas l'autre camp, vous ne négociez pas avec lui, vous essayez de le renverser, de préférence en secret. Si cela ne fonctionne pas en secret, vous le faites ouvertement. Vous dites toujours que ce n'est pas de notre faute. C'est l'agresseur. C'est l'autre camp.

Ils sont « Hitler ». Cela revient tous les deux ou trois ans. Que ce soit Saddam Hussein, [le président syrien déchu] Bachar al-Assad, ou Poutine, c'est très pratique. C'est la seule explication de politique étrangère que l'on donne jamais au peuple américain. Eh bien, nous sommes face à Munich 1938. Nous ne pouvons pas parler à l'autre camp. Ce sont des ennemis maléfiques et implacables. C'est le seul modèle de politique étrangère que nous entendons de la part de notre gouvernement et des médias. Les médias le répètent entièrement parce qu'ils sont complètement subornés par le gouvernement américain.

La révolution de Maïdan et ses conséquences

En 2014, les États-Unis ont activement travaillé pour renverser Ianoukovitch. Tout le monde sait que [appel téléphonique intercepté](#) par ma collègue de l'Université de Columbia, Victoria Nuland, et l'ambassadeur des États-Unis, Geoffrey Pyatt. On ne peut pas trouver de meilleure preuve. Les Russes ont intercepté son appel et l'ont mis sur Internet.

C'est fascinant. C'est ainsi qu'ils ont tous été promus dans l'administration Biden. C'est le boulot. Quand le Maïdan a eu lieu, j'ai été appelé peu après. « Professeur Sachs, le nouveau Premier ministre ukrainien aimerait vous voir pour parler de la crise économique. » J'ai donc pris l'avion pour Kiev et j'ai fait le tour du Maïdan. On m'a raconté comment les États-Unis ont payé l'argent pour tous les gens qui ont participé au Maïdan, la Révolution de la Dignité « spontanée ».

Mesdames et messieurs, comment se fait-il que tous ces médias ukrainiens soient soudainement apparus au moment du Maïdan ? D'où vient toute cette organisation ? D'où viennent tous ces bus ? D'où viennent tous ces gens ? Vous plaisantez ? Il s'agit d'un effort organisé. Et ce n'est un secret pour personne, sauf peut-être pour les citoyens européens et américains. Tout le monde le comprend très bien.

Après le coup d'État, les accords de Minsk ont été signés, notamment Minsk II, qui, soit dit en passant, s'inspirait de l'autonomie des Allemands de souche du Tyrol du Sud en Italie. Les Belges aussi peuvent très bien s'identifier à Minsk II, car il prévoyait l'autonomie et les droits linguistiques des russophones de l'Ukraine orientale. Minsk II a été soutenu à l'unanimité par le Conseil de Sécurité de l'ONU. (L'accord de Minsk II) [a été approuvé](#) (par le Conseil de sécurité des Nations Unies par la résolution 2202, adoptée à l'unanimité le 17 février 2015.)

Mais les Etats-Unis et l'Ukraine ont décidé de ne pas l'appliquer. L'Allemagne et la France, garantes du processus de Normandie, ont également laissé passer cet accord. Ce rejet de Minsk II a été une nouvelle action unipolaire américaine directe, l'Europe jouant comme d'habitude un rôle subsidiaire totalement inutile, bien qu'elle soit garante de l'accord.

Trump a remporté les élections de 2016 et a ensuite augmenté ses livraisons d'armes à l'Ukraine. Des milliers de personnes ont été tuées lors des bombardements ukrainiens dans le Donbass. Les accords de Minsk II n'ont pas été mis en œuvre.

Puis Biden est arrivé au pouvoir en 2021. J'espérais mieux, mais j'ai été une fois de plus profondément déçu. J'étais membre du Parti démocrate. Je ne suis désormais membre d'aucun parti, car les deux sont identiques de toute façon. Les démocrates sont devenus au fil du temps de véritables bellicistes, et il n'y avait pas une seule voix au sein du parti appelant à la paix. Tout comme chez la plupart de vos parlementaires, de la même manière.

Fin 2021, Poutine a mis sur la table un dernier effort pour parvenir à un modus operandi avec les États-Unis, dans deux projets d'accord de sécurité, l'un avec l'Europe, l'autre avec les États-Unis. Il a mis sur la table le projet d'accord russo-américain le 15 décembre 2021.

Après cela, j'ai eu une conversation téléphonique d'une heure avec Jake Sullivan [le conseiller à la Sécurité Nationale] à la Maison Blanche, et je l'ai supplié : « *Jake, évite la guerre. Tu peux l'éviter. Tout ce que les États-Unis ont à faire, c'est de dire : « L'OTAN ne s'étendra pas à l'Ukraine. »* Il m'a répondu :

- « Oh, l'OTAN ne va pas s'étendre à l'Ukraine. Ne t'inquiète pas ».
- **J'ai dit :** « Jake, dis-le publiquement. »
Il a dit : « Non. Non. Non. On ne peut pas le dire publiquement. »
- **J'ai dit :** « Jake, tu vas faire la guerre pour quelque chose qui n'arrivera même pas ? »
Il a dit : « Ne t'inquiète pas, Jeff. Il n'y aura pas de guerre. »

Ce ne sont pas des gens très intelligents. Je vous le dis, si je peux vous donner mon avis honnêtement, ce ne sont pas des gens très intelligents. Ils se parlent à eux-mêmes. Ils ne parlent à personne d'autre. Ils jouent à la théorie des jeux. Dans la théorie des jeux non coopératifs, vous ne parlez pas à l'autre partie. Vous élaborez simplement votre stratégie. C'est l'essence même de la théorie des jeux non coopératifs. Ce n'est pas une théorie de la négociation. Ce n'est pas une théorie de la paix. C'est une théorie unilatérale, non coopérative, si vous connaissez la théorie des jeux formelle.

C'est à cela qu'ils jouent. Ce type de théorie des jeux a commencé [en application] à la RAND Corporation. C'est à cela qu'ils jouent toujours. En 2019, il y a [un document](#) par RAND, « L'extension de la Russie : rivaliser sur un terrain avantageux ».

Il est incroyable de constater que ce document, qui est dans le domaine public, demande comment les États-Unis devraient agacer, contrarier et affaiblir la Russie. C'est littéralement la stratégie. Nous essayons de provoquer la Russie, de provoquer son effondrement, peut-être de provoquer un changement de régime, peut-être des troubles, peut-être une crise économique.

C'est comme ça qu'en Europe on appelle son allié. J'étais donc là, avec mon appel téléphonique frustrant avec Sullivan, debout dehors dans le froid glacial. J'essayais justement de passer une journée de ski.

- « Oh, il n'y aura pas de guerre, Jeff. »

On sait ce qui s'est passé ensuite : l'administration Biden a refusé de négocier l'élargissement de l'OTAN. L'idée la plus stupide de l'OTAN est la politique de la porte ouverte, fondée sur l'article 10 du Traité de l'OTAN (1949). L'OTAN se réserve le droit d'aller où elle veut, tant que le pays hôte est d'accord, sans qu'aucun voisin – comme la Russie – n'ait son mot à dire.

Eh bien, je dis aux Mexicains et aux Canadiens : « N'essayez pas. » Vous savez, Trump pourrait vouloir prendre le contrôle du Canada. Le gouvernement canadien pourrait donc dire à la Chine : « Pourquoi ne construisez-vous pas une base militaire en Ontario ? » Je ne le lui conseillerais pas. Les États-Unis ne diraient pas : « Eh bien, c'est une porte ouverte. C'est l'affaire du Canada et de la Chine, pas la nôtre. » Les États-Unis envahiraient le Canada.

Pourtant, les adultes, y compris en Europe, dans ce Parlement, à l'OTAN, à la Commission européenne, répètent le mantra absurde selon lequel la Russie n'a pas son mot à dire sur l'élargissement de l'OTAN. C'est du pipeautage. Ce n'est même pas de la géopolitique pour les tout petits. C'est tout simplement de l'inconscience. Ainsi, la guerre en Ukraine s'est intensifiée en février 2022 lorsque l'administration Biden a refusé toute négociation sérieuse.

La guerre en Ukraine et le contrôle des armes nucléaires

Quelle était l'intention de Poutine dans cette guerre ? Je peux vous dire quelle était son intention. Il s'agissait de forcer Zelensky à négocier la neutralité. Cela s'est produit quelques jours après le début de l'invasion. Vous devez comprendre ce point fondamental, et non la propagande qui a été écrite sur l'invasion et qui prétend que l'objectif de la Russie était de conquérir l'Ukraine avec quelques dizaines de milliers de soldats.

Mesdames et messieurs, je vous prie de comprendre une chose fondamentale. L'idée de l'invasion russe était d'éloigner l'OTAN de l'Ukraine. Mais qu'est-ce que l'OTAN, en réalité ? C'est l'armée américaine, avec ses missiles, ses déploiements de la CIA et tout le reste. L'objectif de la Russie était d'éloigner les États-Unis de sa frontière.

Pourquoi la Russie s'intéresse-t-elle autant à cette question ? Imaginez que la Chine ou la Russie décident d'installer une base militaire sur le Rio Grande ou à la frontière canadienne. Non seulement les États-Unis paniqueraient, mais nous aurions la guerre en dix minutes. Lorsque l'Union soviétique a tenté cette stratégie à Cuba en 1962, le monde a failli sombrer dans un apocalypse nucléaire.

Tout cela est gravement amplifié par le fait que les États-Unis ont abandonné unilatéralement le Traité sur les missiles anti-balistiques en 2002, mettant ainsi fin au cadre de stabilité relative du contrôle des armes nucléaires.

Il est extrêmement important de comprendre cela. Le cadre de contrôle des armes nucléaires repose en grande

partie sur la dissuasion d'une première frappe [de décapitation]. Le Traité ABM a été un élément essentiel de cette stabilité.

En 2002, les États-Unis ont unilatéralement abandonné le traité ABM. Cela a fait exploser la pression russe. Tout ce que j'ai décrit à propos de l'élargissement de l'OTAN s'est donc produit dans le contexte de la destruction du cadre nucléaire américain. À partir de 2010, les États-Unis ont commencé à installer des systèmes anti-missiles balistiques Aegis en Pologne, puis plus tard en Roumanie. La Russie n'apprécie pas cela.

L'une des questions sur la table en décembre et janvier, décembre 2021 et janvier 2022, était de savoir si les États-Unis revendiquaient le droit de déployer des systèmes de missiles en Ukraine. Selon l'ancien analyste de la CIA Ray McGovern, Blinken a déclaré à Lavrov en janvier 2022 que les États-Unis se réservaient le droit de déployer des systèmes de missiles en Ukraine.

Voilà, mes chers amis, votre allié présumé. Et maintenant, les États-Unis veulent installer des systèmes de missiles intermédiaires en Allemagne. Rappelez-vous que les États-Unis ont quitté le traité FNI en 2019. Il n'existe pas de cadre pour les armes nucléaires à l'heure actuelle. Pour l'essentiel, aucun. (Les États-Unis se sont officiellement retirés du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) le 2 août 2019, après une période de suspension de six mois qui a débuté le 2 février 2019.)

Lorsque Zelensky a déclaré quelques jours après l'invasion russe que l'Ukraine était prête à la neutralité, un accord de paix était à portée de main. Je connais les détails de cette affaire car j'ai discuté en détail avec des négociateurs et des médiateurs clés et j'ai beaucoup appris des déclarations publiques d'autres intervenants. Peu après le début des négociations en mars 2022, un document a été échangé entre les parties, approuvé par le président Poutine et présenté par Lavrov. Ce document était géré par les médiateurs turcs. Je me suis rendu à Ankara au printemps 2022 pour entendre de première main et en détail ce qui s'est passé lors de la médiation. Le résultat est le suivant : l'Ukraine s'est retirée, unilatéralement, d'un quasi-accord.

Fin de la guerre d'Ukraine

Pourquoi l'Ukraine a-t-elle abandonné les négociations ? Parce que les États-Unis le lui ont demandé et parce que le Royaume-Uni a ajouté la cerise sur le gâteau en envoyant « *BoJo* » [Boris Johnson, l'ancien Premier ministre britannique] à Kiev début avril pour faire valoir le même point de vue.

Keir Starmer [Le Premier ministre britannique] s'avère être encore pire, encore plus belliciste. C'est inimaginable, mais c'est vrai. Boris Johnson a expliqué, et vous pouvez le lire sur le Web, que ce qui est en jeu ici n'est rien de moins que l'hégémonie occidentale ! Pas l'Ukraine, mais l'hégémonie occidentale.

Michael von der Schulenberg et moi-même avons rencontré au Vatican un groupe d'experts au printemps 2022, et nous avons rédigé un document expliquant que rien de bon ne peut sortir d'une guerre continue. (La réunion au Vatican était la [Session d'Economie Fraternelle](#) à l'occasion du Jubilé 2025 : « L'espoir dans les signes des temps ».)

Notre groupe a insisté avec force, mais en vain, pour que l'Ukraine négocie immédiatement, car tout retard entraînerait des morts massives, un risque d'escalade nucléaire et peut-être une perte totale de la guerre.

Je ne voudrais pas modifier un seul mot de ce que nous avons écrit à l'époque. Il n'y avait rien de mal dans ce

document. Depuis que les États-Unis ont dissuadé l'Ukraine de participer aux négociations, peut-être un million d'Ukrainiens sont morts ou ont été grièvement blessés.

Et les sénateurs américains, qui sont aussi méchants et cyniques qu'on puisse l'imaginer, disent que c'est une merveilleuse dépense d'argent américain parce qu'aucun Américain ne meurt. C'est une pure guerre par procuration. L'un de nos sénateurs, Richard Blumenthal, du Connecticut, proche de l'État de New York, l'a dit à haute voix. Mitt Romney l'a dit à haute voix. C'est la meilleure dépense d'argent que l'Amérique puisse faire. Aucun Américain ne meurt. C'est irréel.

Pour revenir à hier, le projet américano-ukrainien a échoué. L'idée centrale du projet depuis le début était que la Russie allait baisser les bras. L'idée centrale depuis le début était que la Russie ne pouvait pas résister, comme l'a affirmé Zbigniew Brzezinski en 1997. Les Américains pensaient que les États-Unis avaient sûrement l'avantage.

Les États-Unis vont gagner parce que nous allons les bluffer. Les Russes ne vont pas vraiment se battre. Ils vont vraiment se mobiliser. Nous allons déployer l'option économique « nucléaire » consistant à exclure la Russie du SWIFT. Cela détruira l'économie. Nos sanctions mettront la Russie à genoux. Les HIMARS les tueront. Les ATACMS, les F-16, les tueront. Honnêtement, j'entends ce genre de discours depuis plus de 50 ans. Nos dirigeants en matière de sécurité nationale disent des bêtises depuis des décennies.

J'ai supplié les Ukrainiens de rester neutres. N'écoutez pas les Américains. Je leur ai répété le célèbre adage d'Henry Kissinger : *être un ennemi des États-Unis est dangereux, mais être un ami est fatal*.

Je le répète à l'Europe : ETRE UN ENNEMI DES ETATS-UNIS EST DANGEREUX, MAIS ETRE UN AMI EST FATAL

L'administration Trump

Je terminerai en disant quelques mots sur le président Donald Trump. Trump ne veut pas que Biden perde la partie. C'est pourquoi Trump et le président Poutine vont probablement s'entendre pour mettre fin à la guerre. Même si l'Europe continue à faire la guerre, cela n'aura aucune importance. La guerre est en train de se terminer. Alors, s'il vous plaît, oubliez ça. Dites à vos collègues : « *C'est fini* ». C'est fini parce que Trump ne veut pas s'accrocher à un perdant. Celui qui sera sauvé par les négociations en cours, c'est l'Ukraine. Le deuxième, c'est l'Europe.

Votre marché boursier est en hausse ces derniers jours en raison des « horribles nouvelles » concernant des négociations et une paix potentielle. Je sais que cette perspective d'une paix négociée a été accueillie avec une horreur absolue dans ces chambres, mais c'est la meilleure nouvelle que vous puissiez recevoir. J'ai essayé de contacter certains dirigeants européens. Je leur ai dit : « *N'allez pas à Kiev, allez à Moscou. Négociez avec vos homologues. Vous êtes l'Union européenne. Vous êtes 450 millions de personnes et une économie de 20 XNUMX milliards de dollars. Agissez en conséquence.* »

L'Union Européenne devrait être le principal partenaire commercial de la Russie. L'Europe et la Russie ont des économies complémentaires. Les liens entre elles sont très forts pour un commerce mutuellement bénéfique. D'ailleurs, si quelqu'un souhaite discuter de la façon dont les États-Unis ont fait échouer le projet Nord Stream, je

serais ravi d'en parler également.

L'administration Trump est avant tout impérialiste. Trump croit manifestement que les grandes puissances dominent le monde. Les États-Unis seront impitoyables et cyniques, y compris vis-à-vis de l'Europe. N'allez pas supplier Washington. Cela ne servirait à rien. Cela ne ferait probablement qu'accroître la cruauté. Ayez plutôt une véritable politique étrangère européenne.

Je ne dis pas que nous vivons une nouvelle ère de paix, mais nous vivons actuellement une politique très différente, un retour à la politique des grandes puissances. L'Europe a besoin de sa propre politique étrangère, et pas seulement d'une politique étrangère russophobe. L'Europe a besoin d'une politique étrangère réaliste, qui comprenne la situation de la Russie, la situation de l'Europe, qui comprenne ce qu'est l'Amérique et ce qu'elle représente, et qui essaie d'éviter que l'Europe ne soit envahie par les États-Unis. Il n'est certainement pas impossible que l'Amérique de Trump débarque des troupes au Groenland. Je ne plaisante pas, et je ne pense pas que Trump plaisante. L'Europe a besoin d'une politique étrangère, d'une vraie politique étrangère. L'Europe a besoin de quelque chose de différent de : « *Oui, nous allons négocier avec M. Trump et le rencontrer à mi-chemin* ». Vous savez à quoi cela ressemblera ? Appelez-moi après.

S'il vous plaît, adoptez une politique étrangère européenne. Vous allez vivre avec la Russie pendant longtemps, alors négociez avec elle. Il y a de véritables problèmes de sécurité sur la table, tant pour l'Europe que pour la Russie, mais la grandiloquence et la russophobie ne servent pas du tout votre sécurité. Elles ne servent pas du tout la sécurité de l'Ukraine. Cette aventure asaméricaine à laquelle vous avez adhéré et dont vous êtes désormais le principal promoteur a contribué à faire environ 1 million de victimes ukrainiennes.

Sur le Moyen-Orient et la Chine

Au Moyen-Orient, les États-Unis ont confié la totalité de leur politique étrangère à Netanyahu il y a trente ans. Le lobby israélien domine la politique américaine. Je vous en prie, n'en doutez pas. Je pourrais vous expliquer pendant des heures comment cela fonctionne. C'est très dangereux. J'espère que Trump ne détruira pas son administration et, pire encore, le peuple palestinien, à cause de Netanyahu, que je considère comme un criminel de guerre qui a été correctement puni. [inculpé par la CPI](#).

La seule façon pour l'Europe d'avoir la paix à ses frontières avec le Moyen-Orient est la solution à deux États. Il n'y a qu'un seul obstacle à cela : le veto des États-Unis au Conseil de sécurité de l'ONU, à la demande du lobby israélien. Donc, si vous voulez que l'UE ait une certaine influence, dites aux États-Unis de renoncer à leur veto. Dans ce cas, l'Union Européenne serait aux côtés d'environ 160 autres pays dans le monde. Les seuls qui s'opposent à un État palestinien sont essentiellement les États-Unis, Israël, la Micronésie, Nauru, Palau, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'Argentine et le Paraguay. (Les Nations Unies peuvent mettre fin au conflit au Moyen-Orient en accueillant la Palestine comme membre, voir mon article sur ce sujet) [ici](#)).

Le Moyen-Orient est un endroit où l'Union Européenne pourrait avoir une grande influence géopolitique. Pourtant, l'Europe est restée silencieuse sur le JCPOA et l'Iran, et près de la moitié de l'Europe est restée silencieuse sur les crimes de guerre commis par Israël et son blocage de la solution à deux États.

Le plus grand rêve de Netanyahu est la guerre entre les États-Unis et l'Iran. Et il n'a pas abandonné. Il n'est pas impossible qu'une guerre éclate entre les États-Unis et l'Iran. Mais l'Europe pourrait l'arrêter – si elle avait sa propre politique étrangère. J'espère que Trump mettra fin à l'emprise de Netanyahu sur la politique américaine. Même si ce n'est pas le cas, l'UE peut travailler avec le reste du monde pour apporter la paix au Moyen-Orient.

Enfin, permettez-moi de dire, à propos de la Chine, que la Chine n'est pas un ennemi. Elle est simplement une grande réussite. C'est pourquoi les États-Unis la considèrent comme un ennemi, car l'économie chinoise est plus importante que celle des États-Unis (mesurée en prix internationaux). Les États-Unis refusent de voir la réalité. L'Europe ne devrait pas faire pareil. Permettez-moi de répéter que la Chine n'est ni un ennemi ni une menace. Elle est un partenaire naturel de l'Europe dans le commerce et pour la sauvegarde de l'environnement mondial.

C'est tout. Merci beaucoup.

Section des questions et réponses

- Membre du public : **L'Europe doit-elle augmenter ses dépenses militaires ?**

Jeffrey Sachs : Je ne serais pas contre une approche dans laquelle l'Europe dépenserait 2 à 3% de son PIB pour une structure de sécurité européenne unifiée et investirait en Europe et dans la technologie européenne, sans que les États-Unis dictent l'utilisation de la technologie européenne.

Les Pays-Bas sont les seuls pays à produire des semi-conducteurs avancés utilisant la lithographie ultraviolette extrême. Cette société s'appelle ASML. Pourtant, c'est l'Amérique qui détermine chaque politique d'ASML. Si j'étais vous, je ne confierais pas toute la sécurité et la technologie aux États-Unis.

Je vous suggère de vous doter de votre propre cadre de sécurité afin de pouvoir également avoir votre propre cadre de politique étrangère. L'Europe représente beaucoup de choses que les États-Unis ne représentent pas.

L'Europe est pour l'action climatique. Notre président est complètement fou sur ce sujet. Et l'Europe est pour la décence, pour la démocratie sociale, en tant qu'éthique.

L'Europe est synonyme de multilatéralisme. L'Europe est synonyme de Charte des Nations Unies. Les États-Unis ne sont pour rien de tout cela. Notre secrétaire d'État Marco Rubio a récemment annulé son voyage en Afrique du Sud parce que l'égalité et le développement durable étaient à l'ordre du jour. C'est un reflet frappant, bien que sombre, du libéralisme anglo-saxon. L'égalitarisme n'est pas un mot du lexique américain. Le développement durable non plus.

Vous savez peut-être que sur les 193 États membres de l'ONU, 191 ont présenté des plans d'action pour les ODD (Objectifs de développement durable) au Forum politique de haut niveau (FPHN). Seuls trois pays ne l'ont pas fait : Haïti, le Myanmar et les États-Unis. Le Trésor de Biden n'a même pas été autorisé à utiliser l'expression « Objectifs de développement durable ». Je mentionne tout cela parce que vous avez besoin de votre propre politique étrangère.

Je publie deux rapports chaque année. L'un est le *Rapport mondial de bonheur*. Dans le rapport 2024, huit des dix premiers pays sont européens. L'Europe a la meilleure qualité de vie au monde. Les États-Unis sont classés 23e.

L'autre rapport annuel est le *Rapport de développement durable*. Dans le rapport 2024, 19 des 20 premiers pays en matière de développement durable se trouvent en Europe. Les États-Unis se classent au 46e rang. Il faut avoir sa propre politique étrangère pour protéger cette qualité de vie ! J'étais et reste un grand fan de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et je continue de croire que l'OSCE est le cadre approprié pour la sécurité européenne. Cela pourrait vraiment fonctionner.

- Membre du public : **Comment l'Europe devrait-elle s'engager diplomatiquement avec la Russie ?**

Jeffrey Sachs : Je pense que l'Europe doit négocier directement avec la Russie sur des questions extrêmement importantes. C'est pourquoi j'invite le président Costa et les dirigeants européens à ouvrir des discussions directes avec le président Poutine, car la sécurité européenne est sur la table.

Je connais assez bien les dirigeants russes, beaucoup d'entre eux. Ce sont de bons négociateurs, et vous devriez négocier avec eux, et bien négocier avec eux.

Je voudrais poser quelques questions aux interlocuteurs russes. Je leur demanderais quelles sont les garanties de sécurité qui peuvent permettre de mettre un terme définitif à cette guerre ? Quelles sont les garanties de sécurité pour les États baltes ? Une partie du processus de négociation consiste à demander à l'autre partie quelles sont ses préoccupations.

Je connais le ministre des Affaires étrangères Lavrov depuis 30 ans. Je le considère comme un brillant ministre des Affaires étrangères. Parlez avec lui. Négociez avec lui. Obtenez ses idées. Mettez vos idées sur la table.

Le plus important est d'arrêter de crier, de faire la guerre et de discuter avec les interlocuteurs russes. Et ne suppliez pas les États-Unis de vous asseoir à la table des négociations. Vous n'avez pas besoin d'être dans la même pièce que les États-Unis. Vous êtes l'Europe. Vous devez être dans la même pièce que l'Europe et la Russie. Ne confiez votre politique étrangère à personne, ni aux États-Unis, ni à l'Ukraine, ni à Israël. Gardez une politique étrangère européenne. C'est l'idée de base.

- Membre du public : **Des pays comme la Pologne, la Hongrie et la République tchèque souhaitent adhérer à l'OTAN. L'Ukraine aussi. Pourquoi ne devraient-ils pas y être autorisés ?**

Jeffrey Sachs : L'OTAN n'est pas un choix entre la Hongrie, la Pologne, la République tchèque ou l'Ukraine. L'OTAN est une alliance militaire dirigée par les États-Unis. La question à laquelle l'Europe est confrontée en 1991 et aujourd'hui est de savoir comment assurer la paix. Si j'avais dû prendre des décisions en 1991, j'aurais mis fin à l'OTAN lorsque le Pacte de Varsovie a été dissous, et certainement lorsque l'Union soviétique elle-même a pris fin. Lorsque des pays ont demandé à adhérer à l'OTAN, je leur aurais expliqué ce que notre secrétaire à la Défense William Perry, l'homme d'État de premier plan George Kennan, le dernier ambassadeur des États-Unis en Union soviétique, Jack Matlock, ont tous dit dans les années 1990. Ils ont tous dit, en substance, « Nous comprenons vos sentiments, mais élargir l'OTAN n'est pas une bonne idée car cela pourrait facilement provoquer une nouvelle guerre froide avec la Russie. » Il y a un très bon livre récent de Jonathan Haslam, publié par Harvard University Press, intitulé *Hubris*. Il offre une documentation historique détaillée de l'élargissement de l'OTAN. Il explique comment les États-Unis ont été trop arrogants pour discuter, négocier et respecter les lignes rouges de la Russie, même après avoir promis que l'OTAN ne s'élargirait pas.

- Membre du public : **Quelles sont les conséquences à long terme de cette guerre perdue ?**

Jeffrey Sachs : Nous vivons la plus grande avancée technologique de l'histoire de l'Humanité. C'est vraiment incroyable ce qui peut être fait aujourd'hui. Vous savez, je suis émerveillé par le fait que quelqu'un qui ne connaît pas grand-chose à la chimie ait remporté le prix Nobel de la paix en chimie parce qu'il est excellent en intelligence artificielle et en réseaux neuronaux profonds, un véritable génie, Demis Hassabis. Lui et son équipe de *DeepMind* ont découvert comment utiliser l'intelligence artificielle pour résoudre le problème du repliement des protéines, un problème qui a occupé des générations de biochimistes.

Si nous y mettons toute notre énergie, nos ressources et notre esprit, nous pouvons transformer le système énergétique mondial pour la sécurité climatique. Nous pouvons protéger la biodiversité. Nous pouvons garantir à chaque enfant une éducation de qualité. Nous pouvons faire tant de choses merveilleuses dès maintenant. De quoi avons-nous besoin pour réussir ? À mon avis, le plus important est la paix.

Ce que je veux dire, c'est qu'il n'y a pas de raisons profondes de conflit, où que ce soit, parce que chaque conflit que j'étudie n'est qu'une erreur. Nous ne luttons pas pour l'espace vital. Cette idée, qui vient essentiellement de Malthus et qui est devenue plus tard une idée nazie, a toujours été fausse, une erreur intellectuelle fondamentale. Nous avons connu des guerres raciales, des guerres nationales de survie, par peur de ne pas avoir assez pour tout le monde sur cette planète, de sorte que nous sommes engagés dans une lutte pour la survie.

En tant qu'économiste, je peux vous dire que nous avons sur la planète suffisamment de ressources pour assurer le développement durable de tous. Beaucoup. Nous ne sommes pas en conflit avec la Chine, ni avec la Russie. Si nous nous calmons, si nous nous posons des questions sur le long terme, le long terme est très bon, à condition que nous ne nous fassions pas exploser avant. Voilà ce que je veux dire. Les perspectives sont très positives si nous construisons la paix.

- Membre du public : **Pensez-vous que la solution à ce conflit soit une finlandisation de l'Ukraine ?**

Jeffrey Sachs : Excellente question. Permettez-moi de vous parler d'un aspect de la finlandisation. La finlandisation a permis à la Finlande de se hisser au premier rang du rapport mondial sur le bonheur année après année. La Finlande est riche, prospère, heureuse et en sécurité. Je parle de la Finlande d'avant l'OTAN.

La « *finlandisation* » a donc été une merveilleuse chose pour la Finlande. Quand la Suède, la Finlande et l'Autriche étaient neutres, bravo. C'était intelligent. Quand l'Ukraine était neutre, c'était intelligent. Si vous avez deux superpuissances, séparez-les un peu. Si les États-Unis avaient un minimum de bon sens, ils auraient laissé ces pays comme espace neutre entre l'armée américaine et la Russie, mais les États-Unis ont bien trop peu de bon sens.

[Jeffrey D.Sachs](#)

[Consortium News](#). US, le 27 février 2025.

* **Jeffrey D. Sachs**, est économiste et Professeur de Développement Durable, Professeur de Politique sanitaire et Management et le Directeur du *Earth Institute* de l'Université de Columbia, aussi il est le Conseiller Spécial au Secrétaire général de Nations Unies sur les Buts de développement du Millénaire. Ses livres sont « [The End of Poverty](#) », « [Common Wealth](#) », et plus récemment, « [The Age of Sustainable Development](#) ».

[1] ***Richard Darman**, de l'OMB, l'a exprimé ainsi :

« Pour définir l'intérêt des États-Unis, nous devons être quelque peu machiavéliques. Quel est le minimum nécessaire pour apaiser un régime avec lequel nous souhaitons travailler sur d'autres questions ? En d'autres termes, quel est le strict minimum pour faire avancer les choses ? Je ne crois pas que nous ayons à nous inquiéter de la décomposition de l'URSS. Si telle est notre compréhension interne, alors nous pouvons aller de l'avant publiquement. » Plus tard, Darman ajoute : « Je veux *sembler* (Nous sommes sérieux sans nous leurrer. Nous avons déjà suffisamment d'ingrédients pour un bon plan de relations publiques. » (Souligné dans l'original.)